

(1)

(N° 404)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 JUILLET 1924

Projet de loi

approuvant

le mandat conféré à la Belgique sur le territoire du Ruanda-Urundi (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. PECHER.

MESSIEURS,

Statuant en conformité de l'article 22 de la première partie du Traité de Versailles, le Conseil de la Société des Nations a, par sa décision du 20 juillet 1922, confié définitivement à la Belgique le mandat sur le Ruanda-Urundi. Ce mandat avait à s'exercer sur un territoire, délimité par l'accord dit Orts-Milner, signé le 30 mai 1919 et couvrant un peu moins de 50,000 kilomètres carrés; il comprenait le Ruanda et l'Urundi à l'exception de la région située à l'ouest de la Kagera et formant la province de Kisaka et une partie du Buganza et du Mulera. Cette bande de terre d'environ 5,000 kilomètres carrés, orientée du Nord au Sud, à l'est du Ruanda, avait été réservée au mandat britannique en vue de l'éventualité de la construction d'un chemin de fer destiné à relier l'Uganda au Tanganyika Territory. Elle avait été effectivement remise aux autorités britanniques le 22 mars 1921.

Ce transfert, qui comportait la mutilation d'un territoire dont l'unité de race et de langue assurait antérieurement l'équilibre, la tranquillité sociale et la prospérité, s'est révélé plein d'inconvénients. Il fut accepté comme une épreuve extrême-

(1) Projet de loi, n° 194.

(2) La Commission spéciale présidée par M. Tibbaut, était composée de :

- a) Les membres de la *Commission permanente des Affaires Étrangères* : MM. Brunet, président, Buisser, Carton de Wiart, Destrée, Devèze, de Wouters d'Oplinter, Fischer, Franck, Helleputte, Hubin, Huysmans, Janson, Jaspar, Piérard, Raemdonck, Renkin, Segers, Troclet, Van Cauwelaert, Vandervelde, Verachtert et Winandy.
- b) Les membres de la *Commission permanente des Colonies* : MM. Tibbaut, président, Branquart, Brifaut, de Béthune, Fischer, Gollier, Hubin, Lamborelle, Mathieu, Max, Pecher, Piérard, Renkin, Richard, Van Cauwelaert et Van Remoortel.

ment cruelle par le Souverain du Ruanda, le Mwami Musinga. Le rapport présenté aux Chambres en 1923, pour l'exercice 1922, s'exprime à ce sujet dans les termes suivants :

« Au moment où lecture leur a été donnée de l'acte de cession, les notables ont » insisté pour qu'il leur fût permis de rester en relations avec Musinga et de lui » envoyer leur tribut comme par le passé, affirmant leur attachement au Roi » indigène et leur regret de se séparer de l'Administration belge.

» Musinga, de son côté, écrivit à la Résidence, quelques jours avant la remise. » insistant pour que ses intérêts soient sauvegardés, et protestant de son loya- » lisme envers la Belgique, quoi qu'il arrive. Son attitude n'a pas varié depuis ; » mais on peut croire que ce n'est pas sans une profonde rancœur qu'il s'est » incliné devant l'inéluctable.

» Les bonnes dispositions vis-à-vis du Roi indigène et de l'Administration belge. » des chefs qui avaient des terres, des parents et des troupeaux des deux côtés de » la frontière, ne tardèrent pas à se modifier. Ils avaient espéré tout d'abord voir » peu de changements dans la vie indigène et pouvoir continuer de jouir de tous » leurs biens. Mais la frontière se révéla comme un fait. Nombre de notables, » demeurés en territoire belge, ont été lésés en voyant passer sous l'administra- » tion britannique une grande partie de leur domaine. Plusieurs d'entre eux, » entraînés naturellement par leurs intérêts, sont passés de l'autre côté ; d'autres » hésitent et se demandent quelle allégeance choisir ; tous se plaignent de se voir » amoindris. Si l'on ajoute à cela les vieilles haines, les dissensions et les revendi- » cations anciennes qui n'avaient pu se faire jour sous un régime d'union, mais » que la séparation a réveillées, on comprendra aisément qu'un profond malaise » règne dans la région frontière, et que les différends, vols et tentatives de vols, » soient continuels, donnant beaucoup à faire aux autorités locales. »

Et ainsi l'événement lui-même démontra, après une brève période d'expérience, que l'accord du 30 mai 1919, en fixant la frontière de façon trop théorique, avait créé un danger d'irrédentisme au cœur de l'Afrique Centrale et que le maintien de cette situation pouvait contrarier à la fois et des plus sérieusement l'œuvre coloniale des deux pays chargés de mandat sur les territoires limitrophes. Une révision du tracé s'imposait et ce nous est un devoir de reconnaissance de constater que le Gouvernement britannique, animé des sentiments amicaux qu'il n'a jamais cessé de témoigner à la Belgique, admit ce point de vue sans aucune difficulté ni réserve quelconque.

Il importe, au moment où les Chambres belges sont saisies d'un projet qui règle définitivement la position de notre pays au regard du Ruanda-Urundi, que nous rendions un hommage sincère au désintéressement et à la sollicitude, si précieuse pour nous, qui ont inspiré à la Grande-Bretagne un geste presque sans précédent dans l'histoire coloniale des peuples.

Le Kisaka et les régions avoisinantes situées à l'ouest de la Kagera furent donc rétrocédés à la Belgique, le 31 décembre 1923. Le Conseil de la Société avait acquiescé à la demande commune des deux Gouvernements par une décision du 31 août 1923. Le territoire du Ruanda est donc désormais reconstitué dans son intégrité ethnique, politique et économique originale, et rien ne s'oppose plus à ce que la Belgique accepte par un acte législatif formel le mandat qui lui a été attribué.

C'est l'objet du vote que la Chambre est invitée à émettre. Nul doute qu'elle sera heureuse de consacrer ainsi devant la Nation l'aboutissement glorieux d'un magnifique effort, dans lequel se sont associés avec tant d'éclat l'admirable vaillance de nos soldats et la tenace abnégation de nos administrateurs coloniaux. Saluons-les d'une pensée d'infinie gratitude et d'admiration.

*
* *

Il n'est peut-être pas sans intérêt de mettre en lumière la différence fondamentale des systèmes législatifs sous l'empire desquels vont se trouver placés respectivement notre Colonie du Congo et nos territoires sous mandat.

La Charte Coloniale est une loi nationale; elle dispose en son article 7 que « le Roi exerce le pouvoir législatif par voie de décrets, sauf quant aux objets qui sont réglés par la loi ».

Par contre, le mandat relève de la législation internationale et la décision du Conseil de la Société des Nations précise, en son article 10, les droits et prérogatives dont la Belgique, comme puissance mandataire, se trouve investie : « La puissance mandataire aura pleins pouvoirs d'administration et de législation sur les contrées faisant l'objet du mandat. Ces contrées seront administrées selon la législation de la puissance mandataire comme partie intégrante de son territoire et sous réserve des dispositions qui précèdent. La puissance mandataire est, en conséquence, autorisée à appliquer aux régions soumises au mandat sa législation sous réserve des modifications exigées par les conditions locales, et à constituer ces territoires en unions ou fédérations douanières fiscales ou administratives avec les territoires avoisinants relevant de sa propre souveraineté ou placée sous son contrôle, à condition que les mesures adoptées à ces fins ne portent pas atteinte aux dispositions du présent mandat. »

Avec une scrupuleuse conscience et avec la volonté de répondre pleinement à la confiance de son mandant, la Belgique s'est mise loyalement à l'œuvre. Il ne nous appartient pas de donner ici un aperçu complet des résultats dès à présent obtenus. On trouvera à cet égard des renseignements détaillés dans les rapports déposés par M. le Ministre des Colonies sur le bureau des Chambres, relativement à l'administration du Ruanda-Urundi pendant les exercices 1920, 1921, 1922 et 1923. Ces documents sont éloquents et du plus vivant intérêt. Ils disent toute la tâche dès à présent accomplie et si touffue, en ce qu'elle touche à la fois à tous les domaines de l'activité coloniale.

L'occupation allemande n'avait été que nominale et rien de sérieux n'avait été entrepris en faveur des populations autochtones, en attendant que fussent établies les premières voies ferrées vers le Nord et le Sud.

L'administration belge, plus active et avisée, entra d'emblée en contact étroit avec les indigènes; elle chercha, avec succès d'ailleurs, à adapter le régime nouveau au cadre des institutions locales, en s'efforçant de trouver dans celles-ci un appui, et d'arriver, par une collaboration confiante et habile, à instaurer un système d'administration indirecte dont à la fois Européens et indigènes n'eurent qu'à se louer. Cette politique basée sur le respect des coutumes propres aux

peuplades de la région, en tant que ces coutumes n'avaient rien de contraire aux règles essentielles de la morale et de la civilisation, eut la bonne fortune de se trouver favorisée par l'état politique des deux peuples sous mandat. Ceux-ci, en effet, arrivés déjà à un stade de développement politique plus avancé que les populations congolaises, se présentent comme des sociétés plus ou moins organisées et hiérarchisées.

Le Roi du Ruanda, Musinga, souverain théoriquement absolu, maître des terres et des troupeaux, dut à notre intervention de voir son pouvoir renforcé et stabilisé; il put se convaincre de notre volonté de l'assister dans sa mission, en réduisant à l'obéissance les chefs locaux et en assurant dans le pays le calme et la tranquillité. Aussi, est-il devenu pour nous un fidèle auxiliaire, suit volontiers les conseils de nos représentants et accepte leur tutelle. Il a compris l'utilité d'une formation intellectuelle plus complète et conçue sur les bases de rudiments d'instruction à l'européenne, pour les futurs chefs; une école a été ouverte pour ces derniers à Nyanza, et Musinga y envoie ses fils. Cette préparation associera de façon plus intime encore à l'avenir, l'activité des Européens à celle des dirigeants indigènes.

Dans l'Urundi, monarchie plutôt féodale, la situation était différente, mais là aussi il nous a été possible de tirer parti des conjonctures politiques pour faire admettre avec satisfaction notre intervention. Le jeune Mwami Mwambutsa, âgé de neuf ans, ne disposait que d'un pouvoir assez réduit, sensiblement plus morcelé et moins fort que celui du Sultan du Ruanda. Notre effort, bien loin de susciter des discordes intestines pour mieux dominer, ainsi que le firent les Allemands, a consisté à ramener plus d'unité dans ce territoire, au profit du pouvoir central menacé. Un Conseil de chefs a été créé autour du roi et sous la protection du résident belge. Les révoltes du début ont été réprimées. « Le jeune Mwambutsa, dit le rapport de 1921, se rend compte déjà des services que notre occupation lui a rendus : l'hommage de nombreux chefs qu'il n'avait jamais vus, le soin apporté à prévenir les empiètements des régents sur son domaine, n'ont pas échappé à sa précocité intelligente. L'heure est venue de poursuivre son éducation sous la direction vigilante et continue d'un précepteur européen. Jusqu'ici un instituteur noir lui a appris la lecture et l'écriture : un instituteur européen diplômé sera chargé de son éducation et de sa formation. » A l'exemple de ce qui s'est fait dans le Ruanda, une école de fils de chefs a été ouverte à Muramwya, résidence du jeune souverain.

Tel est le principe de notre action politique. Les résultats favorables s'en sont déjà manifestés à bien des égards.

La paix et l'ordre règnent dans les deux territoires.

La population très dense, notamment dans la région des plateaux, et évaluée à 4 ou 5 millions d'habitants, va certes en s'accroissant. La masse en est constituée par les Bahutu que nos lois protègent contre les exactions auxquelles ils étaient jadis exposés de la part de la minorité dirigeante des Batutsi. Elle apprécie les garanties que l'Administration belge lui a apportées.

La justice fonctionne régulièrement. L'indigène n'hésite pas à faire appel aux tribunaux. En matière civile et de police, la juridiction est souvent exercée par les chefs indigènes, sous le contrôle de nos délégués et ils appliquent les règles coutumières locales: pour les affaires plus importantes et en matière d'appel.

siègent des tribunaux territoriaux ou de circonscription; un tribunal de première instance et un tribunal d'appel. Les jugements et sentences reçoivent leur exécution et sont respectés par la population.

Ce qui a rendu possible cette participation des indigènes dans l'exercice de l'administration et de la justice est la présence de la minorité des Batutsi, sans doute apparentés à d'anciennes aristocraties de l'Uganda ou de l'Abyssinie, qui sont restés les chefs et dont les capacités administratives sont très réelles.

Au point de vue social, ainsi que le rappelle le rapport de 1922, l'esclavage a été aboli sans heurter aucun droit établi; les maîtres des derniers esclaves ont été amenés à consentir librement à leur émancipation. Le trafic des armes à feu, de l'alcool et des stupéfiants est interdit et cette interdiction n'a pas été violée. Les intérêts des natifs ont été efficacement protégés en matière de contrat de travail.

L'instruction publique est en progrès marqué; elle pose les jalons de l'avenir en formant, sous la direction d'un spécialiste européen, les instituteurs noirs qui devront être les artisans de l'œuvre sociale. Il existe dans les territoires à mandat deux écoles officielles donnant l'enseignement à 307 élèves : l'une, l'école des fils de chefs de Nyanza (dans le Ruanda); l'autre, l'école des fils de chefs de Muramvya (dans l'Urundi). A côté des 285 écoles missionnaires, dont certaines protestantes, et qui au total comptent 24,818 élèves, fonctionnent en outre 13 écoles de l'État dans les chefferies, avec 625 élèves. Une école d'assistants médicaux indigènes est en pleine activité à Kitega, résidence de l'Urundi.

Une station expérimentaire agricole a été créée à Rumonge puis transférée à Kitega, une station de dressement de bœufs de trait est établie dans cette dernière localité; une laiterie modèle à Ngozi; dans un certain nombre de postes, des ateliers divers : menuiseries, briqueteries, tuileries, etc. A cette œuvre d'enseignement, les missions apportent l'appui le plus dévoué. Le petit et le grand séminaire catholique de Kabgaye comptent respectivement 124 élèves et 24 étudiants.

Au point de vue de l'hygiène, un effort important a été fait : trois hôpitaux pour noirs ont été installés, toutes les missions et tous les postes ont des dispensaires où sont donnés les soins courants. En 1922, le nombre des présences journalières dans les hôpitaux et dispensaires, et de vaccinations antivarioliques, s'est élevé à un total d'un demi million. Un laboratoire médical a été annexé à l'hôpital de Kitega. Les maladies qui, auparavant, se manifestaient à l'état épidémique, variole, grippe, pian, méningite cérébro-spinale, etc., sont efficacement combattues et ne se produisent plus que par cas isolés. Sauf à Usumbura où le malarie est encore assez fréquente, la situation sanitaire de l'ensemble des territoires est favorable. Le climat est très salubre dans les régions d'une certaine altitude.

Parallèlement, une campagne énergique a été menée contre la peste bovine, un moment menaçante, et qui a été complètement enrayée. La mortalité du bétail est devenue normale. Un laboratoire vétérinaire a été établi à Kisengi et rend les meilleurs services.

Pays de culture et de pâturages, la Ruanda-Urundi voit se développer chaque année les grandes richesses naturelles que sont pour lui l'agriculture et l'élevage. Les chiffres du dernier rapport sont à cet égard très frappants : l'exportation des farines de manioc, par exemple, a centuplé en un an, la culture

du maïs prend une importance considérable, la pomme de terre d'Europe réussit à merveille, les pois et haricots sont produits et exportés en grande quantité, les plantations de tabac s'étendent rapidement, il en est de même du café dont l'exportation a passé de 1,600 kilos en 1922, à 8,258 kilos en 1923.

De plus en plus, les territoires sous mandat apparaissent comme appelés à devenir la réserve alimentaire du Congo et spécialement du Katanga. Mais déjà ces exportations atteignent pour certains produits l'Europe même.

Le cheptel est abondant et riche. Il est évalué à plus d'un million de têtes de gros bétail dans la Ruanda et à 250,000 têtes dans l'Urundi, en dehors d'une grande quantité de chèvres et de moutons. L'exportation des peaux (120,000 par an) ne cesse d'augmenter d'importance, de même que l'exportation du bétail sur pied.

En matière d'élevage comme d'agriculture, le Ruanda-Urundi possède des éléments de prospérité de tout premier ordre, mais il importe de les développer, en répandant parmi les indigènes des connaissances plus scientifiques et plus complètes que celles dont ils disposent aujourd'hui. C'est la tâche que nous nous efforçons de mener à bien.

Le développement du commerce extérieur a été remarquable en 1923 : le volume des exportations a plus que doublé ; les envois de vivres au Katanga ont décuplé, passant de 500 tonnes à 5,000. Ce progrès est dû à ce qu'une union douanière a été établie entre le Congo et les territoires sous mandat ; la législation et les tarifs congolais sont désormais appliqués au Ruanda-Urundi.

Les recettes douanières ont augmenté consécutivement, passant de fr. 546,644.88 en 1922, à fr. 874,437.79 en 1923, soit un accroissement de 60 p. c.

Enfin, le rendement des impôts est lui aussi en hausse, puisqu'il progresse, en 1923, de 50 p. c. sur le chiffre des recettes de 1922.

La situation budgétaire s'améliore d'année en année au point que l'intervention actuelle de la Belgique, portée au Budget extraordinaire (1,200,000 francs) pourra au bout d'un laps de temps ne plus apparaître comme indispensable.

Ces données sont autant de symptômes encourageants et nous avons tenu à les noter ici de façon très sommaire, car elles attestent à la fois le mérite de l'effort déployé par notre pays depuis cinq ans, et le succès très réel de l'œuvre accomplie.

Nous aurons complété le tableau de notre activité dans les territoires du Ruanda-Urundi, lorsque nous aurons rappelé que cette année même a été ouverte à la circulation la route nouvelle d'Uvira à Bukavu, qui relie les rives du Lac Tanganyika à celles du Lac Kivu. Cette route, d'un développement de 137.4 kilomètres, va unir des centres importants et deviendra une artère d'intérêt économique tout à fait vital. D'autres routes carrossables sont construites en diverses directions et elles couvrent au total 461.2 kilomètres. Enfin, nous avons établi 554 kilomètres de chemins cyclables au Ruanda et environ 1,000 kilomètres de chemins de portage, généralement cyclables, dans l'Urundi. Ce travail se poursuit. De nombreux ponts, digues, gîtes d'étapes ont été édifiés ou réfectionnés le long des routes les plus fréquentées.

Après les hôpitaux, qui furent les premières constructions importantes élevées

dans les territoires sous mandat, il en est apparu d'autres : bâtiments administratifs, magasins, habitations, écoles, notamment à Usumbura, qui est le siège du Commissaire royal et d'où partent les instructions administratives vers les deux résidences de Kitega et Kigali, et les autres localités de moindre importance. Tout a été fait pour faciliter le trafic vers le Congo belge par le Lac Tanganyka où circulent, jusqu'à Albertville, les transports de la Compagnie du Chemin de fer des Grands-Lacs, et vers l'Europe par l'une des deux lignes ferrées Kigoma-Dar-es-Salam ou Bukoba-Mombasa, qui sont les voies d'exportation naturelles et les plus pratiques, respectivement pour l'Urundi et pour le Ruanda.

. . .

Ces quelques traits généraux caractérisent à suffisance la haute conscience et l'énergie tenace avec lesquelles la Belgique a exécuté le mandat qui lui était confié. Ils sont à son honneur, et à l'honneur des représentants qui furent chargés là-bas des responsabilités d'une administration, parfois bien malaisée, mais conduite, à travers mille difficultés, avec intelligence et énergie, jusqu'aux succès marqués que nous nous sommes plu à enregistrer.

C'est toute la beauté de cet effort qu'il importait de se remémorer au moment du vote du projet de loi qui va couronner l'œuvre poursuivie, par la consécration définitive du mandat conféré à la Belgique par la Société des Nations et ouvrir à nos destinées coloniales de nouveaux horizons.

La Chambre accueillera avec une satisfaction profonde l'acte international qui ajoute un peu plus de gloire encore aux fastes belges en terre d'Afrique.

Le Rapporteur,

ÉD. PECHER.

Le Président,

EM. TIBBAUT.



(8)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 JULI 1924.

Wetsontwerp

tot goedkeuring van het mandaat verleend aan België over het grondgebied van Ruanda-Urundi (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER PECHER.

MIJNE HEEREN,

Overeenkomstig artikel 22 van het eerste deel van het Verdrag van Versailles, heeft de Raad van den Volkenbond uitspraak gedaan over, en, in zijne beslissing van 20 Juli 1922, voor goed aan België toevertrouwd, het mandaat over Ruanda-Urundi. Dit mandaat diende uitgeoefend over een grondgebied, afgegrensd door het zoogenaamd Orts-Milner akkoord, geteekend op 30 Mei 1919, en dat ietwat minder dan 50,000 vierkant kilometer bedraagt; het omvatte Ruanda en Urundi, met uitzondering van de streek gelegen ten Westen van de Kagera, en dat de provincie Kisaka vormt, en een gedeelte van Buganza en Mulera. Deze strook grond van ongeveer 5000 vierkant kilometer, zich uitstrekkend van het Noorden naar het Zuiden, ten Oosten van de Ruanda, werd overgelaten aan het mandaat van Engeland, met het oog op de mogelijkheid van het aanleggen van een spoorweg, bestemd om Uganda te verbinden met het Tanganika-Territory.

(1) Wetsontwerp, n° 194.

(2) De Bijzondere Commissie, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit :

- a) De leden der *Bestendige Commissie voor de Buitenlandsche Zaken* : de heeren Brunet, voorzitter, Buisset, Carton de Wiart, Destrée, Devèze, de Wouters d'Opinter, Franck, Fischer, Helleputte, Hubin, Huysmans, Janson, Piérard, Raemdonck, Renkin, Segers, Troclet, Van Cauwelaert, Vander Velde, Verachtert en Winandy.
- b) de leden van de *Bestendige Commissie voor de Koloniën* : de heeren Tibbaut, voorzitter, Branquart, Brifaut, de Bethune, Fischer, Gollier, Hubin, Lamborelle, Mathieu, Max, Pecher, Piérard, Renkin, Richard, Van Cauwelaert en Van Remoortel.

Zij werd in werkelijkheid overgedragen aan de Engelsche overheden op 22 Maart 1921.

Die overdracht, welke eene verminking was van een gebied, waarvan de eenheid van ras en taal vroeger het evenwicht, den socialen vrede en den voorspoed had behouden, heeft velerlei bezwaren meegebracht. Het werd als eene zeer pijnlijke beproeving aangenomen door den Soeverein van Ruanda, den Mwami Musinga. Het verslag daarover in 1923 aan de Kamers voorgelegd voor het dienstjaar 1922, spreekt daarover als volgt :

« Op het oogenblik waarop hun lezing werd gegeven van de akte van afstand, » hebben de notabelen er op aangedrongen dat hun zou toegelaten worden in » betrekking te blijven met Koning Musinga, en hem hun schatting te betalen » zooals vroeger, terwijl zij hun gehechtheid aan den inlandschen koning bevestigden en hun spijt uitdrukten van de Belgische administratie te zijn afgescheiden.

» Musinga schreef zijnerzijds aan de Residentie, eenige dagen voor de overdracht, en vroeg nadrukkelijk dat zijne belangen zouden gevrijwaard blijven, » terwijl hij zijn loyalisme tegenover België bevestigde wat er ook mocht » gebeuren. Zijne houding is sedertdien niet veranderd, maar men kan er zeker » van zijn dat hij zich slechts met diepe bitterheid naar het onvermijdelijke heeft » geschikt.

» De goede gezindheid, tegenover den inlandschen koning en het Belgisch » beheer, van de hoofden die gronden, verwanten en kudden hadden langs beide » zijden van de grens, wijzigde zich aldra. Zij hadden eerst gehoopt dat er » weinig verandering in hun inlandsch leven zou worden gebracht en zij over al » hun goederen zouden blijven beschikken. Maar de grens was een feit. Tal van » notabelen, die op Belgisch grondgebied waren gebleven, werden benadeeld » toen een groot gedeelte van hun domein onder het Engelsch bestuur kwam. » Velen onder hen, door hun belang daartoe aangezet, trokken de grens over; » anderen aarzelen nog en vragen zich af welke zijde zij zullen kiezen; allen » klagen er over dat zij verongelijkt zijn. Voegt men daarbij den ouden haat, » de vroegere verdeeldheden en grieven, die onder het tijdvak der eenheid niet » tot uiting konden komen maar door de scheiding werden aangewakkerd, dan » zal men licht begrijpen dat eene diepe ongerustheid in de grensstreek heerscht. » en dat de geschillen, diefstallen en pogingen tot diefstal voortdurend » komen en veel leed veroorzaken aan de plaatselijke overheden. »

En zoo bewezen de feiten zelf, na eene korte periode van ondervinding, dat het akkoord van 30 Juli 1919, waarbij de grens al te theoretisch werd vastgesteld, een gevaar van irredentisme in het hart van Midden-Afrika had doen oprijzen, en dat het handhaven van dien toestand tegelijkertijd en op zeer ernstige wijze het koloniale werk kon verhinderen van de twee landen die belast waren met het mandaat over de aangrenzende gebieden. Eene herziening van de grenslijn was noodig, en het is eene plicht van dankbaarheid te erkennen dat de Britsche Regeering, bezield met de vriendelijke gevoelens waarvan zij tegenover België altijd blijk heeft gegeven, zonder eenige moeilijkheid of welk voorbehoud ook, deze zienswijze heeft aangenomen.

Op het oogenblik dat bij de Belgische Kamers een ontwerp is ingediend tot

definitieve regeling van België's toestand ten overstaan van Ruanda-Urundi moeten wij welgemeend hulde brengen aan de belangloosheid en de edelmoedigheid, voor ons zoo kostbaar, welke Groot-Brittannië hebben aanzet tot eene daad die bijna zonder voorgaande is in de koloniale geschiedenis der volkeren.

Kisaka en de aangrenzende gebieden, gelegen ten Westen van de Kagara, werden dus aan België teruggegeven, op 31 December 1923. De Raad van den Bond was ingegaan op de gemeenschappelijke aanvraag van de twee Regeeringen door eene beslissing van 31 Augustus 1923. Het grondgebied van Ruanda is dus hersteld in zijne oorspronkelijke ethnische, politieke en economische eenheid, en niets belet dat België door eene formeele wetgevende daad het mandaat aanneemt dat ons werd toegekend.

Dit is het voorwerp van de stemming die de Kamer verzocht wordt uit te brengen. Er is geen twijfel aan of de Kamer zal gelukkig wezen voor het land aldus het eervol slagen te bekrachtigen van eene onderneming waarin op zoo schitterende wijze onze moedige soldaten naast onze toewijdingsvolle koloniale ambtenaren hebben gestaan. Wij groeten hen met dankbaarheid en bewondering.

. ^ .

Het is wellicht niet overbodig het grondig onderscheid in het licht te stellen der wetgevenle stelsels waardoor respectievelijk worden beheerd onze Congo-Kolonie en, anderzijds, onze onder mandaat staande grondgebieden.

De Koloniale keure is eene nationale wet; zij bepaalt in artikel 7 dat « de Koning de wetgevende macht uitoefent door middel van decreten, behalve waar het quaestiën geldt die door de wet geregeld worden ».

Daarentegen wordt het mandaat beheerd door de internationale wetgeving; de Raad van den Volkenbond bepaalt, in artikel 10, de rechten en voorrechten waarmede België, als lasthebbende mogendheid is bekleed : « de lasthebbende mogendheid heeft volmacht in zake bestuur en wetgeving over de gewesten die onder mandaat staan. Deze gewesten worden beheerd volgens de wetgeving van de lasthebbende mogendheid als een onafgescheiden deel van haar grondgebied en mits inachtneming der voorgaande bepalingen. De lasthebbende mogendheid wordt dienvolgens gemachtigd, op de onder mandaat staande gewesten hare wetgeving toe te passen, mits inachtneming der wijzigingen door de plaatselijke omstandigheden vereischt, en deze gewesten, voor wat fiscus en bestuur betreft, te vereenigen met de belendende grondgebieden die onder hare souvereiniteit of haar toezicht staan, mits de daartoe genomen maatregelen geen inbreuk maken op dit mandaat. »

In geweten en met den wil volkomen te beantwoorden aan het vertrouwen van zijn lastgever, heeft België zich eerlijk aan het werk gezet. Ons hoort het niet toe, hier één volledig verslag uit te brengen over de totnogtoe bekomen uitslagen. Daarover zal men omstandige inlichtingen vinden in de verslagen door den Minister van Koloniën bij de Kamer ingediend over het bestuur van Ruandi-Urundi tijdens de dienstjaren 1920, 1921, 1922 en 1923. Deze stukken zijn van sprekend belang. Daaruit blijkt welke aanzienlijke taak totnogtoe werd afgelegd, daar deze tegelijkertijd de onderscheidene takken der koloniale bedrijvigheid betreft.

De Duitse bezetting bestond slechts bij name en, in afwachting dat de eerste spoorwegen naar het Noorden en het Zuiden worden aangelegd, werd niets ernstigs ondernomen ten behoeve der eigenlijke bewoners.

Het Belgisch bestuur, dat bedrijviger en meer doeltreffend is, stelde zich onmiddellijk in nauwe betrekking met de inboorlingen; het streefde er naar, — en met welslagen — de nieuwe regeling aan te passen aan de plaatselijke instellingen met het oog in deze steun te vinden, en er toe te komen, door middel van eene vertrouwelijke en verstandige medewerking, eene onrechtstreeksche bestuursregeling in te voeren, waarmede tegelijkertijd Europeanen en inboorlingen genoeg zouden hebben. Deze politiek, die gesteund is op de eerbiediging van de gewoonten der bevolking, in zoo verre deze zeden en gebruiken niet in strijd zijn met de hoofdregelen der zedenleer en der beschaving, werd bovendien begunstigd door den politieken toestand der twee onder mandaat staande volkeren. Deze zijn inderdaad gekomen tot een politieken toestand die verder ontwikkeld is dan die der Congoleesche bevolking en zijn reeds volkeren die een minder of meer georganiseerd leven hebben.

De Koning van Ruanda, Musinga, die theoretischerwijs een onbetwist souverain is, meester over gronden en vee, moest het aan onze tusschenkomst danken, dat zijne macht werd verscherpt en gevestigd; hij kon vaststellen, dat wij vast beraden waren hem in zijne zending te steunen, met hem de onderdanigheid te verzekeren der plaatselijke hoofden, en met de rust in het land te handhaven. Die koning is dan ook voor ons een trouwe medewerker geworden, volgt graag den raad onzer vertegenwoordigers en neemt hunne bescherming aan. Hij heeft insgelijks het nut begrepen van eene meer volledige verstandelijke ontwikkeling, voor de toekomstige hoofden, volgens de grondslagen van het Europeesch onderwijs; eene school werd met dat doel geopend te Nyanza, en Musinga zendt er zijne zonen naartoe. Door deze voorbereiding zullen voortaan de inlandsche hoofden nog in nauwer betrekking komen met de Europeanen in hunne bedrijvigheid.

In Urundi, dat eer eene feodale monarchie is, is de toestand anders, maar daar ook was het ons mogelijk partij te trekken uit de politieke verhoudingen om met voldoening onze tusschenkomst te doen aannemen. De jonge Mwami-Mwambutsa, negen jaar oud, beschikte slechts over eene zeer beperkte macht, veel meer verbrokkeld en zwakker dan deze van den Sultan van Ruanda. Wij hebben getracht, verre van tot inlandsche onlusten aan te stoken om beter te heerschen, zooals de Duitschers dit deden, meer eenheid in het gebied te brengen, ten voordeele van het bedreigde Middenbestuur. Een Raad van Hoofden werd opgericht naast den jongen koning en onder de bescherming van den Belgischen resident. De in het begin ontstane onlusten werden gedempt. « De jonge Mwambutsa, zegt het verslag van 1921, geeft zich reeds rekenschap van de diensten die onze bezetting hem heeft bewezen: de hulde van talrijke hoofden die hij nooit had gezien, de waakzaamheid om de bemoeiingen van de regenten op zijn gebied te beletten, zijn niet ontsnapt aan zijn jongen geest. Het uur is gekomen zijne opvoeding voort te zetten onder de waakzame en voortdurende leiding van een Europeeschen leermeester. Totdusverre heeft een zwarte onderwijzer hem leeren lezen en schrijven; een gediplomeerd Europeesch onderwijzer zal belast worden met zijne

opvoeding en vorming. » Naar het voorbeeld van wat er gedaan werd in Ruanda werd er eene school voor zonen van hoofden geopend te Muramwya, verblijfplaats van den jongen vorst.

Dit is het beginsel van onze politieke actie. De gunstige uitslagen zijn reeds op velerlei gebied merkwaardig.

Vrede en orde heerschen in de twee gebieden.

De zeer dichte bevolking, namelijk in de streek van de hoogvlakten, en geschat op 4 tot 5 miljoen inwoners, groeit steeds aan. De groote massa behoort tot de Bahutu, welke onze wetten thans beschermen tegen de uitbuiting waaraan zij vroeger bloot stonden van de zijde der heerschende minderheid der Batutsi. Die bevolking waardeert de waarborgen die het Belgisch bestuur haar schenkt.

Het gerecht werkt geregeld. De inlander aarzelt niet beroep te doen op de rechtbanken. In burgerlijke zaken en in politicazaken wordt de rechtspleging dikwijls uitgeoefend door de inlandsche hoofden, onder het toezicht van onze afgevaardigden, en zij passen het plaatselijke gewoonterecht toe; voor de belangrijker zaken en voor de zaken in beroep, zijn er territoriale of districtsrechtbanken, een rechtbank van eersten aanleg en een rechtbank van beroep. De vonnissen en de veroordeelingen worden ten uitvoer gelegd, en worden door de bevolking geëerbiedigd.

Wat de deelneming van de inlanders in de uitoefening van het Bestuur en van de Justitie heeft mogelijk gemaakt, is de aanwezigheid van de minderheid der Batutsi, zonder twijfel verwant aan de oude autoeratie van Uganda of Abyssinië, die de hoofden zijn gebleven en werkelijke administratieve eigenschappen bezitten.

Op sociaal gebied werd de slavenhandel, zooals wordt gezegd in het verslag van 1922, afgeschaft zonder een enkel bestaand recht te kwetsen; de meesters van de laatste slaven werden er toe gebracht uit eigen wil de vrijstelling toe te staan. De handel in vuurwapens, alcohol en verdoovingsmiddelen is verboden en dit verbod werd niet overtreden. De belangen van de inlanders werden doelmatig beschermd in zake arbeidsovereenkomsten.

Het openbaar onderwijs doet merklijken vooruitgang; het stelt zijn mijlpalen voor de toekomst, door, onder de leiding van een Europeeschen specialist, de zwarte onderwijzers te vormen die de uitvoerders van het sociale werk zullen moeten zijn. In de onder mandaat staande gebieden zijn er twee officiële scholen waarin 307 leerlingen onderwijs ontvangen: de eene, voor de zonen van de hoofden te Nyanza (Ruanda); de andere, de school voor zonen van hoofden te Muzamwya (Urundi). Naast de 285 scholen van missionnarissen, waarvan er sommige protestant zijn, en die gezamenlijk 24,818 leerlingen tellen, bestaan er nog 13 Staatsscholen in de hoofdiën, met 625 leerlingen. Eene school voor inlandsche assistent-geneesheeren is in volle werking te Kitega, residentie van Urundi.

Een landbouw-proefstation werd opgericht te Rumonge, daarna overgebracht naar Kitega; een station voor het africhten van trekossen werd in deze laatste plaats opgericht; een model-melkerij te Ngozi; in een zeker getal posten, verschillende werkhuizen: schrijnwerkerijen, steenbakkerijen, pannenbakkerijen. enz. Aan dit onderwijswerk schenken de missies haar steun met de

grootste toewijding. Het katholieke klein- en groot-seminarie van Kab-gaye tellen onderscheidenlijk 124 leerlingen en 24 studenten.

Wat de gezondheid betreft werd er eene belangrijke arbeid verricht : drie hospitalen voor zwarten werden opgericht, al de missies en al de posten hebben verplegingshuizen waar de gewone zorgen gegeven worden. In 1922 bedroeg het getal verpleegden in de hospitalen en de verplegingshuizen, en de gevaccineerden tegen de pokken, een half miljoen. Een geneeskundig laboratorium werd gehecht aan het hospitaal van Kitega. De ziekten die zich vroeger als besmettelijk voordeden, zooals pokken, griep, pian, hersen-ruggemergontsteking, enz., worden doelmatig bestreden en komen nog enkel als geïsoleerde gevallen voor. Behalve te Usumbura, waar de malaria nog herhaaldelijk voorkomt, is de gezondheidstoestand over het geheel gebied gunstig. Het klimaat is zeer gezond in de streken van een zekere hoogte.

Tegelijkertijd werd eene krachtige bestrijding van de veepest ingezet, die een oogenblik dreigende verhoudingen aannam, maar geheel is uitgeroeid. De vee-sterfte is normaal geworden. Een veeartsenijkundig laboratorium werd opgericht te Kisengi en bewijst de beste diensten.

In dit land van akkerbouw en weiden gaan elk jaar de groote natuurlijke rijkdommen, landbouw en veekweek, gestadig vooruit. Onder dit opzicht zijn de cijfers van het laatste verslag zeer treffend : de uitvoer van manioca-meel bij voorbeeld, is op een jaar verhonderdvoudigd; de maïscultuur wordt buitengewoon aanzienlijk; de Europeesche aardappel gelukt er opperbest; erwten en boonen worden voortgebracht en in groote hoeveelheid uitgevoerd; de tabaksplanterijen nemen eene snelle uitbreiding, zoo ook de koffie, waarvan de uitvoer van 1,600 kilogram in 1922 geklommen is tot 8,258 kilogram in 1923.

Meer en meer schijnen de onder mandaat staande gebieden geroepen om de voedingsreserven te worden van Congo en hoofdzakelijk van Katanga. Maar voor sommige producten bereikt zijn uitvoer reeds Europa zelf.

De veestapel is overvloedig en rijk. Hij wordt geschat op meer dan 1 miljoen stuks hoornvee in Ruanda en 250,000 stuks in Urundi, buiten de groote hoeveelheid geiten en schapen. De uitvoer van huiden (120,000 per jaar) groeit voortdurend aan, evenals de uitvoer van vee.

In zake veekweek als in zake landbouw, beschikt Ruanda-Urundi over uitstekende voorwaarden van welvaart, maar zij dienen ontwikkeld te worden, door onder de inlanders meer wetenschappelijke en vollediger kennis te verspreiden dan wat zij thans weten. Dit is de taak die wij willen tot een goed einde brengen.

De ontwikkeling van den buitenlandschen handel was merkwaardig in 1923; de omvang van den uitvoer is meer dan verdubbeld; de verzendingen van levensmiddelen naar Katanga zijn vertienvoudigd, van 500 ton zijn zij gesprongen op 5000 ton. Deze vooruitgang is te danken aan de tolunie gesloten tussehen Congo en de onder mandaat staande gebieden; de Congoleesche wetgeving en tarieven worden voortaan toegepast in Ruanda-Urundi.

De tolontvangsten zijn doorlopend gestegen, gaande van fr. 546,644.88 in 1922 tot fr. 874,437.79 in 1923, dus eene vermeerdering van 60 t. h.

Eindelijk, de opbrengst van de belasting is ook gestegen, vermits deze in 1923 50 t. h. meer was dan de ontvangsten in 1922.

De toestand van de begrooting wordt van jaar tot jaar beter, in zoo verre dat de tusschenkomst van België, op de buitengewone begrooting ingeschreven (fr. 1,200,000), binnen afzienbaren tijd niet meer noodig zal blijken.

Dit zijn aanmoedigende verschijnselen, en wij hebben er aan gehouden ze hier be' nopt aan te halen, omdat zij getuigen en van de groote waarde van hetgeen ons land daar gedurende vijf jaar heeft gedaan, en van den werkelijken uitslag van onze pogingen.

Wij zullen de tabel van onze werkzaamheden in Ruanda-Urundi hebben volledigd, wanneer wij er ook nog hebben op gewezen dat, in dit zelfde jaar, de nieuwe baan van Uvira naar Bukavu werd geopend voor het verkeer. Deze baan verbindt de oevers van het Tanganika-meer met deze van het Kivu-meer. Zij heeft eene lengte van 137.4 kilometer, verbindt belangrijke centums, en zal een hartader worden van het grootste belang voor den economischen toestand. Andere rijwegen worden aangelegd naar verschillende richtingen, en zij gaan in het geheel over 461.2 kilometer. Ten slotte hebben wij 554 kilometer fietsweg aangelegd in Ruanda, en in Urundi ongeveer 1,000 kilometer weg voor dragers, meest alle ook bruikbaar voor fietsen. Dit werk wordt nog voortgezet. Talrijke bruggen, dijken, rustplaatsen werden aangelegd of verbeterd langs de meest gebruikte wegen.

Na de hospitalen, die de eerste belangrijke gebouwen waren welke in de onder mandaat staande gebieden werden opgetrokken, zijn er andere verschenen : bestuursgebouwen, magazijnen, huizen, scholen, namelijk te Usumbura, dat de zetelplaats is van den koninklijken Commissaris, en van waaruit de bestuurs-onderrichtingen gaan naar de twee residenties van Kitega en Kigali, en de andere minder belangrijke plaatsen. Alles werd in 't werk gesteld om het vervoer te vergemakkelijken naar Belgisch Congo langs het Tanganika-meer waar, tot aan Albertstad, de transportmiddelen van de « Compagnie du Chemin de fer des Grands-Lacs » dienst doen, en naar Europa langs een der twee spoorlijnen Kigoma-Dar-es-Salam of Bukoba-Mombasa, welke de natuurlijke en de meest practische uitvoerwegen zijn, onderscheidenlijk voor Urundi en voor Ruanda.

. . .

Deze enkele algemeene trekken kenschetsen voldoende de hooge opvatting en de koppige wilskracht waarmee België het mandaat heeft uitgeoefend dat het werd toevertrouwd. Zij strekken ons land tot eer, en ook onze vertegenwoordigers die ginder belast waren met een beheer, dat dikwijls zeer lastig was, maar door duizenden moeilijkheden heen werd geleid met verstand en wilskracht, tot den uitslag dien wij hier met welgevallen hebben aangestipt.

De schoonheid van deze daad wilden wij hier in herinnering brengen op het oogenblik dat er gaat gestemd worden over een wetsvoorstel dat het ondernomen werk zal bekronen door de definitieve bekrachtiging van het mandaat aan België toevertrouwd door den Volkenbond, en voor onze koloniale toekomst nieuwe gezichteinders zal openen.

De Kamer zal met diepe voldoening de internationale akte goedkeuren die nog wat meer roem zal bijbrengen bij wat België in Afrika heeft verricht.

De Verslaggever,

En. PECHER.

De Voorzitter,

Em. TIBBAUT.